

Les deux Europes

Actes du III^e colloque international RICHIE

The Two Europes

Proceedings of the 3rd international RICHIE conference

Michele Affinito, Guia Migani
& Christian Wenkel (dir./eds.)



Les deux Europes

Actes du III^e colloque international RICHIE

The Two Europes

Proceedings of the 3rd international RICHIE conference

Michele Affinito, Guia Migani
& Christian Wenkel (dir./eds.)



Introduction

Michele AFFINITO, Guia MIGANI,
Christian WENKEL

« Les deux Europes », tel est le titre d'un ouvrage paru en France en 1929 après l'écroulement du marché boursier américain qui signe le début de la plus grande récession économique de l'entre-deux-guerres. Face à cette crise mondiale, mais aussi face aux déchirements qui continuent à agiter le continent européen depuis 1919, son auteur, Francis Delaisi, milite pour l'unité du continent. Ces deux Europes, il nous les fait découvrir à travers un vol d'avion imaginaire. D'un côté, on aperçoit le « royaume du cheval-vapeur », une Europe industrielle où tous les grands centres sont reliés étroitement, et de l'autre, l'Europe « du cheval de trait », une Europe plutôt rurale où les connexions ferroviaires et routières sont rares.¹

Dans l'entre-deux-guerres, plusieurs projets tendant à dépasser les divisions du continent font apparition. En même temps, la crise économique de la fin des années 1920 accentue la coupure entre une Europe industrialisée et une Europe agricole. Delaisi ne considère pourtant pas cette division comme un obstacle en soi, mais plutôt comme un outil pour unifier les deux Europes qui, d'après lui, sont complémentaires du point de vue économique. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, cette coupure restera la plus importante du continent. Aujourd'hui encore, le concept de Delaisi n'a point perdu de sa validité pour décrire la réalité de cette période. Un article de Jean Batou, publié en 2000, reprend son interprétation pour analyser la situation économique de l'Europe des années 1930.²

La Seconde Guerre mondiale modifie profondément le visage du continent européen. Le dualisme économique cède la place à un dualisme politique et idéologique. Pendant plus de quarante ans, ce dualisme à l'échelle mondiale entre l'Est et l'Ouest domine le visage du continent. Mais cette division aide à dépasser d'autres dualismes,

¹ Delaisi, F., *Les deux Europes*, Paris, Payot, 1929 ; cf. aussi l'article de Carol Bergami dans le deuxième chapitre de cet ouvrage.

² Batou, J., « Les inégalités. Une ou deux Europes ? », in *Revue économique*, n° 2, vol. 51, mars 2000, p. 323-334.

comme celui entre une Europe industrialisée et une Europe agricole. En même temps, la division Est-Ouest renforce la cohésion à l'intérieur des deux blocs. En ce qui concerne l'Ouest, le processus d'intégration européenne, tout en se basant sur des projets et des aspirations développés dans l'entre-deux-guerres, est conditionné par la guerre froide. Par ailleurs, même si la confrontation idéologique a pris fin avec la disparition de l'Union soviétique, la coupure entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest n'a pas complètement disparu : les différentes réactions des pays européens aux événements internationaux, comme la guerre d'Iraq par exemple, en sont une parfaite illustration.

Le troisième colloque de l'association RICHIE, tenu à Naples en décembre 2007, était consacré aux deux Europes et visait à analyser l'histoire de l'intégration européenne sous l'angle de ses différents dualismes. S'il est possible de lire l'histoire européenne de la deuxième moitié du dernier siècle comme celle d'un processus d'intégration, il faut néanmoins prendre en compte les divisions qui n'ont cessé de marquer l'histoire du continent.

Les divisions de l'Europe tout au long du 20^e siècle sont multiples et se manifestent aussi bien sur le plan des idées que sur celui de la réalité. Elles existent aussi bien sur le plan géographique et religieux que sur le plan politique et militaire ou sur le plan institutionnel.³ En ce qui concerne l'organisation des pouvoirs et des compétences de l'Union européenne, l'idée d'une Europe à deux vitesses revient régulièrement dans les débats. Par ailleurs, l'Euro et l'espace Schengen ont partagé la Communauté en deux. L'écrivain suisse Adolf Muschg défend même la thèse que l'art de la division et surtout la manière de vivre avec les divisions est non seulement une des caractéristiques de l'Europe, mais représente son principal apport à la civilisation.⁴

Cet ouvrage, qui reprend les contributions du colloque, a été organisé autour de quatre axes de réflexion : Europe de l'Est *versus* Europe de l'Ouest, Europe comme rêve *versus* Europe comme réalité, Europe(s) politique(s) *versus* Europe(s) économique(s) et Europe puissance *versus* Europe comme instrument de puissance.

Initialement, la première partie de l'ouvrage aurait dû porter sur le thème des deux Europes au 19^e et 20^e siècle. Les réponses à l'appel à contribution ont cependant montré que les recherches en cours portent

³ Cf. Dumoulin, M., Duchenne, G. (dir.), *L'Europe inachevée. Actes de la X^e Chaire Glaverbel d'études européennes 2004-2005*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2006 et plus particulièrement M. Dumoulin, « Europe une ou multiple. L'identité européenne en tant qu'enjeu de 1900 à nos jours », in *ibid.*, p. 13-39.

⁴ Muschg, A., *Was ist europäisch ? Reden für einen gastlichen Erdteil*, München, C.H. Beck, 2005, p. 37-66.

essentiellement sur un seul dualisme, celui qui oppose l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest. Les contributions abordent trois grandes questions : la coopération et les échanges au-delà du rideau de fer, l'impact que les évolutions dans une partie de l'Europe ont eu sur l'autre partie et les représentations est-européennes de l'Europe. À travers l'exemple du *Groupe de travail des échanges Est-Ouest*, Anikó Macher étudie les objectifs et les méthodes de la diplomatie culturelle ouest-européenne vis-à-vis de l'Europe de l'Est, dans la phase qui précède la CSCE. Tout comme les échanges culturels, la coopération économique entre les deux parties du continent sert d'abord des objectifs politiques et sécuritaires. Lucia Coppolaro nous montre ainsi que l'admission des pays est-européens au GATT ne contribue pas à surmonter la division du continent. Valentine Lomellini et Karolina Pietras s'intéressent respectivement à l'impact que la crise de 1968 en Tchécoslovaquie et la crise de 1981 en Pologne ont eu en Europe de l'Ouest. L'étude de V. Lomellini nous amène au cœur des divisions de la gauche italienne : la compréhension de ces crises par le PSI et le PCI se fait à travers une grille de lecture italienne ce qui empêche un rapprochement Est-Ouest. De même, la comparaison entre les réactions des journaux français et allemands faite par K. Pietras met en lumière les différences culturelles entre la France et l'Allemagne ainsi que le rôle joué par la distance géographique des différents observateurs. Enfin, les articles de Maria Coros et Christian Domnitz s'intéressent aux images est-européennes de l'Europe, dont l'importance ne doit pas être sous-estimée pour comprendre le comportement des États est-européens face à l'Union européenne depuis la fin de l'empire soviétique. M. Coros s'intéresse aux images contradictoires de l'Europe occidentale dans les manuels scolaires roumains. Celle-ci se confond le plus souvent avec l'image de l'Occident et apparaît à la fois comme un repoussoir et comme un modèle à suivre. C. Domnitz s'interroge sur les effets des images de l'Europe des dissidents polonais et tchèques dans les années 1980 sur le processus d'adhésion à l'UE de ces deux pays. Il nous expose les raisons historiques qui font que la fin du dualisme idéologique ne correspond pas à la fin d'un dualisme Est-Ouest. Une des raisons réside dans le dualisme entre les rêves d'Europe d'un côté et les réalisations d'Europe de l'autre, un rapport complexe qui est au centre de la deuxième partie du livre.

Carol Bergami compare les visions de l'Europe de Francis Delaisi et de Jean Monnet. La différence entre les représentants de ces deux traditions provient d'une appréciation différente de l'État français. C'est le pragmatisme de Monnet qui l'emporte. C'est aussi le pragmatisme qui permet la collaboration des vainqueurs et des vaincus de la Seconde Guerre mondiale au sein de la CECA dans les années 1950 et 1960. À

partir d'une étude prosopographique sur les membres de la Haute Autorité de la CECA, Mauve Carbonell montre comment les adversaires d'autrefois deviennent, sous l'impulsion du travail qu'ils accomplissent au Luxembourg, des défenseurs convaincus de l'idée européenne et plus particulièrement d'une vision supranationale de l'Europe. Pour étudier le dualisme entre l'Europe rêvée et l'Europe réelle, les différents élargissements semblent particulièrement révélateurs. Maria Elena Cavallaro et Matthieu Trouvé le démontrent à travers l'exemple de l'Espagne où l'intégration européenne a été perçue comme un outil de modernisation et de démocratisation du pays après la dictature de Franco. Ces deux articles se complètent et nous livrent une vision globale grâce à deux points de vue différents : si M.E. Cavallaro étudie la perception chez les responsables de la politique étrangère et chez les parlementaires dans les années 1970, M. Trouvé prend la suite en analysant l'opinion publique espagnole à travers les sondages jusqu'à une époque très contemporaine. Cette partie se clôt par un article de Morgane Le Boulay qui s'intéresse aux historiens comme acteurs dans la création d'une identité européenne. Elle montre que le motif de l'unité dans la diversité leur permet d'écrire l'histoire d'une Europe unie et rêvée sans échapper aux divisions réelles du continent.

La troisième partie Europe(s) politique(s) *versus* Europe(s) économique(s) prend en considération une dichotomie classique qui a marqué l'histoire de l'Europe tout au long du 20^e siècle. Les contributions de Matthieu Osmont, Emmanuel Mourlon-Druol et Gabriele D'Ottavio s'arrêtent sur la France (les deux premiers) et l'Allemagne (D'Ottavio) pour analyser les caractéristiques et les interactions d'une stratégie économique et politique envers l'Europe dans les deux pays. Dans le cas de la France, M. Osmont nous montre comment au sein d'une même administration, le Quai d'Orsay, plusieurs visions de l'Europe coexistent. La direction des Affaires politiques et celle des Affaires économiques et financières ont des approches différentes de l'Europe. Le partage des responsabilités entre ces deux directions est difficile à définir et à mettre en place, ce qui reflète l'absence de consensus concernant la coopération politique entre les Six après l'échec du plan Fouchet. Dans la période suivante, examinée par E. Mourlon-Druol, les projets européens d'intégration monétaire se basent sur des dynamiques propres qui ne tiennent pas compte des contraintes politiques nationales. En France en particulier, la compétition entre différents membres du gouvernement ainsi que les problèmes économiques internes sont à l'origine de la faillite des projets de coopération monétaire promus par Giscard. Par contre, l'autonomie respective des projets de coopération politique et économique est le fondement de la thèse exposée par G. D'Ottavio dans son article. En étudiant les négociations des traités de

Rome et du traité de Maastricht, l'auteur remarque que l'Allemagne a su imposer ses priorités dans le domaine économique, sans pour autant négliger les aspects politiques de l'intégration européenne. Loin de céder sur les aspects économiques pour obtenir un gain politique, Adenauer et Kohl ont mené deux négociations parallèles.

Avec les articles de Marloes Beers et Federico Niglia on se situe à l'intérieur même d'une dichotomie politique. Le thème de la puissance est au cœur des deux articles. La contribution de M. Beers porte sur le dualisme entre petits et grands États par rapport à l'intégration européenne. En s'appuyant sur le concept classique de puissance, M. Beers souligne la spécificité du cadre communautaire. Elle nous montre comment, dans le cadre européen, les petits États peuvent trouver des ressources pour concurrencer avec un certain succès les grands États. Enfin l'article de F. Niglia s'arrête sur la perception italienne de la puissance allemande de l'après-guerre jusqu'à nos jours. L'auteur nous montre comment, au-delà d'une coopération intergouvernementale entre Rome et Bonn, l'opinion publique italienne reste très imprégnée des sentiments germanophobes qui se sont développés à la fin du 19^e siècle.

La problématique commune aux articles de la quatrième partie est le dualisme entre une Europe puissance et une Europe instrumentalisée par les pays membres ou par une puissance extérieure. Les contributions de Jenny Raflik et Giulia Bentivoglio analysent respectivement la position de la France et de la Grande-Bretagne par rapport à une Europe européenne et à une Europe atlantique. J. Raflik souligne les hésitations qui ont toujours caractérisé l'attitude des décideurs français dans les cinquante dernières années vis-à-vis du projet d'une Europe indépendante par rapport aux États-Unis. G. Bentivoglio, de son côté, s'arrête sur le gouvernement d'Edward Heath pour montrer comment la tentative de médiation du Premier ministre britannique entre une Europe européenne et une Europe atlantique était vouée à l'échec. Par ailleurs, l'article de Mauro Elli explore la question des relations entre intérêts nationaux et politiques communautaires. Le cas pris en considération concerne la position de la Grande-Bretagne face à la possibilité d'une politique énergétique commune après la découverte des gisements de pétrole dans la mer du Nord. Dans tous ces articles, la notion qui prévaut est celle d'une Europe instrument de puissance, au service des intérêts des États-Nations. Thomas Derungs, quant à lui, s'arrête sur le concept d'Europe puissance civile, qui fait son apparition dans les années 1970. En prenant en considération les changements de régime qui ont lieu en Grèce, en Espagne et au Portugal à cette époque, l'auteur s'interroge sur l'influence de l'Europe communautaire sur la transition de ces pays vers la démocratie. Il finit par conclure que, à partir de cette époque, la perspective de l'adhésion à la CEE a été un instrument utilisé par les

pays membres pour renforcer les valeurs démocratiques à l'intérieur des pays candidats.

Enfin, avec Sara Banchi on revient à une conception plus classique de la puissance. L'auteur pose la question de savoir quel type de regroupement européen (*how many Europes ?*) s'impose aux Nations Unies pendant les années 1970. Face aux pays du Tiers-monde qui considèrent l'Europe comme un seul bloc industrialisé, sans prendre en considération la coupure Est-Ouest, les pays de l'Europe occidentale s'organisent suivant des logiques fondées sur l'intérêt national.

La publication de cet ouvrage nous permet de faire un premier bilan des activités organisées par l'association RICHIE, fondée en 2004 par un groupe de doctorants européens, dans le but de promouvoir la diffusion des informations et la mise en contact des doctorants et des jeunes chercheurs, travaillant sur l'histoire de l'intégration européenne. À cette fin, RICHIE organise des colloques annuels, auxquels participent des jeunes chercheurs et des doctorants qui ont répondu à un appel à communication. Ces colloques visent à dresser un état des lieux des recherches en cours. Un comité scientifique, composé de professeurs en histoire des relations internationales et en histoire de l'intégration européenne, sélectionne les intervenants.

L'association RICHIE a tout d'abord été présidée par Katrin Rücker, qui, avec Laurent Warloutzet, a organisé le premier colloque de l'association à la Sorbonne et à Sciences-Po Paris en 2005. Le colloque, intitulé « Quelle(s) Europe(s) ? Nouvelles approches en histoire de l'intégration européenne », visait à dresser un bilan des recherches menées par des jeunes chercheurs sur l'histoire de l'intégration européenne.⁵

Le colloque de 2005 a représenté pour RICHIE le moment fondateur parce qu'il lui a permis non seulement de se présenter officiellement à la communauté scientifique mais aussi de trouver des personnes disposées à s'engager dans la vie de l'association.

À la fin du premier colloque, RICHIE a lancé une liste de diffusion pour permettre aux jeunes chercheurs de se tenir informés sur l'actualité de la recherche internationale. Cette liste, consacrée à l'histoire de l'intégration européenne, publie des annonces de colloques, des appels à communication, signale la publication d'ouvrages et les soutenances de thèses. Elle est alimentée par ses quelques 500 abonnés.⁶ RICHIE a développé un site internet en français, en anglais, en allemand et en

⁵ Rücker, K., Warloutzet, L. (dir.), *Quelle(s) Europe(s) ? Which Europe(s). Nouvelles approches en histoire de l'intégration européenne. New Approaches in European Integration History*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2007 (deuxième édition).

⁶ Pour s'inscrire, voir www.europe-richie.org.

italien, s'adressant à des chercheurs résidant dans différents pays et universités.

Sous la présidence de Laurent Warlouzet, élu en 2006, RICHIE a pris ses premiers contacts avec HEIRS, une association fondée en Grande-Bretagne par des doctorants avec des buts similaires. Lors d'une rencontre à Londres les deux associations ont décidé de coordonner leurs activités respectives. Cette collaboration a permis l'organisation de workshops et de tables rondes communes, notamment dans le cadre des groupes de travail thématiques créés à l'intérieur de RICHIE. Ces derniers ont été fondés à l'issue du premier colloque RICHIE avec l'objectif de travailler sur des thèmes plus précis. Les groupes de travail existants sont consacrés respectivement à l'histoire économique de l'Europe, aux rapports entre la construction de l'Europe et la guerre froide, à l'histoire de l'Europe de la défense ainsi qu'aux engagements et au militantisme pour l'Europe.

Le groupe sur l'histoire économique de l'Europe a organisé une conférence, sous la présidence d'Éric Bussière, sur la politique de la concurrence à l'Université Paris Sorbonne-Paris IV.⁷ Le groupe sur l'Europe et la guerre froide a organisé deux tables rondes qui se sont tenues à Sciences-Po Paris, respectivement en 2006 et en 2007, sous la présidence de Maurice Vaïsse. Tandis qu'une première table ronde réunissait des jeunes chercheurs pour débattre de l'article « Détente or Integration ? EC Response to Soviet Policy Change towards the Common Market, 1970-75 » de Takeshi Yamamoto, vainqueur du prix HEIRS en 2006,⁸ la deuxième table-ronde portait sur les pratiques diplomatiques entre bilatéralisme et multilatéralisme.⁹ Enfin, le groupe sur le militantisme a organisé une journée d'étude en coopération avec l'Institut Pierre Renouvin sur le militantisme pro-européen de l'entre-deux-guerres,¹⁰ ainsi qu'un colloque international sur le Congrès de La Haye de mai 1948, sous le patronage de l'UMR IRICE.¹¹ Depuis

⁷ http://www.europe-richie.org/concurrence_2007.html. Cf. « La politique de la concurrence communautaire. Origines et développements (années 1930-années 1990) », in *Histoire, économie et sociétés*, mars 2008, 2008/1.

⁸ Sur le prix Heirs cf. <http://www.heirs-eu.org/>. Cf. Yamamoto, T., « Détente or Integration ? EC Response to Soviet Policy Change towards the Common Market, 1970-75 », in *Journal of Cold War History*, 7/1(2007), p. 75-94.

⁹ Pour consulter le programme de la journée voir http://www.europe-richie.org/GROUPES/guerre_froide/index-fr.html.

¹⁰ « Le militantisme pour l'Europe, d'un après-guerre à l'autre (1919-1950). Actes de la journée d'études du 31 mars 2007 », in *Les cahiers IRICE*, n° 1, 2008, p. 5-79. Voir aussi <http://www.europe-richie.org/GROUPES/militants/index-fr.html>.

¹¹ Pour le programme voir : <http://www.europe-richie.org/laHaye-fr.html>. Les actes du colloque paraissent chez P.I.E. Peter Lang.

2006, RICHIE publie une newsletter électronique sur l'histoire de l'intégration européenne. Ouverte aux contributions des doctorants et jeunes chercheurs, la *Richie Europa Newsletter* recueille articles, présentations de fonds d'archives, compte-rendus d'ouvrages et de colloques, etc.¹²

Le deuxième colloque RICHIE, qui a eu lieu à Copenhague en décembre 2006, a été organisé par des chercheurs danois : Morten Rasmussen, qui avait participé au colloque de Paris, Jens Runge Poulsen et Ann-Christina Knudsen, affiliés respectivement aux Universités de Copenhague et de Aarhus. Ce colloque, intitulé « La voie vers l'Europe unie – les interprétations du processus de l'intégration européenne », portait sur les interprétations données au processus d'intégration européenne par les différentes écoles historiques.¹³ Il a confirmé la validité d'une formule qui vise à combiner l'effort des organisateurs du colloque avec l'appui d'un Comité scientifique (présidé à Paris par Éric Bussière et Maurice Vaïsse et, à Copenhague, par Karl Christian Lammers et Johnny Laursen) qui, en choisissant les intervenants, représente une garantie pour la validité scientifique du colloque.

Sous la présidence de Guia Migani, en 2007, les premiers contacts officiels ont été pris avec le Groupe de liaison des professeurs d'histoire contemporaine auprès de la Commission européenne.¹⁴ En janvier 2008, RICHIE a lancé un annuaire de chercheurs en histoire de l'intégration européenne, où les inscrits sont repérables par nom et par thèmes de recherche.¹⁵ Le troisième colloque RICHIE a été organisé par Michele Affinito, Guia Migani et Christian Wenkel, affiliés respectivement à l'Université Suor Orsola Benincasa, à l'Université de Padoue et à Sciences-Po Paris. Sous la coordination de Piero Craveri et Antonio Varsori, le Comité scientifique a sélectionné une vingtaine d'intervenants parmi une centaine de propositions parvenues. Les participants se sont réunis à Naples les 14 et 15 décembre 2007 dans la *sala degli Angeli* de l'Université Suor Orsola Benincasa et au *Palazzo Cavalcanti* du SUM en plein centre historique de Naples. Le quatrième colloque, enfin, a été organisé par Jenny Raflik et Marloes Beers, affiliées à l'Université de Cergy Pontoise. Il s'est tenu à Paris (Université de Cergy Pontoise, Université Paris 1 Pantheon Sorbonne, Institut historique

¹² Les numéros de la *Richie Europa Newsletter* sont librement téléchargeables à l'adresse suivante : <http://www.europe-richie.org/REN/index-fr.html>.

¹³ Les actes du colloque paraissent chez P.I.E. Peter Lang dans la collection « Euroclio ».

¹⁴ <http://www.restena.lu/lcd/cere/f/groupe/glinfot.html>.

¹⁵ <http://www.europe-richie.org/index.php>.

allemand) en décembre 2008 et portait sur le thème « Cultures nationales et identité européenne ».

Nous profitons de la publication des actes du colloque pour remercier toutes les personnes et les institutions qui, à un moment ou à un autre, nous ont aidés dans la réalisation de ce projet.

Nos sincères remerciements vont en premier lieu aux membres du Comité scientifique, Éric Bussière (Sorbonne-Paris IV), Pier Virgilio Dastoli (Commissione Europea, Rappresentanza in Italia), Jürgen Elvert (Université de Cologne), Karl Christian Lammers (Université de Copenhague), Johnny Laursen (Université de Aarhus), Wilfried Loth (Université de Duisburg-Essen), Piers Ludlow (London School of Economics), Paolo Macry (Université Federico II, Naples), Jean-Marie Palayret (UE Archives Florence, Institut des hautes études européennes de Strasbourg), Maurice Vaïsse (Sciences-Po Paris), et surtout à Piero Craveri (Université Suor Orsola Benincasa) et Antonio Varsori (Université de Padoue) qui, en tant que coordinateurs du Comité, ont assuré la majeure partie du travail. Nous voudrions aussi remercier Wolfgang Krieger (Université de Marburg) qui en dépit d'un court préavis a contribué pleinement au colloque. Nous sommes aussi très reconnaissants à Maurice Vaïsse pour nous avoir inspiré le thème des deux Europes et nous avoir encouragés à l'explorer lors des séances de son séminaire doctoral. À Naples nous avons bénéficié d'un accueil soigneusement préparé. Nous voudrions remercier les institutions qui nous ont accueillis, l'Université Suor Orsola Benincasa et le SUM (Istituto italiano di Scienze Umane), et tout particulièrement le recteur Francesco De Sanctis ainsi que le directeur et le vice-directeur du SUM, Aldo Schiavone et Roberto Esposito. Enfin, nous sommes reconnaissants à la représentation italienne de la Commission européenne, à la Mairie de Naples et au ministère italien de la Jeunesse et des sports pour nous avoir soutenus.